Certification AMF QCM 2026

Free Practice Test — 30 Real Exam-Style Questions

with full answer key & explanations

Unlock the full bank of 420 questions
+ unlimited timed mock exams + mistake book

Practice on the web: https://certs.theorypractice.app/framf
$2.99 / week · $6.99 / month · cancel anytime

What you unlock: all 420 questions • unlimited timed mock exams • mistake book • instant explanations

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

Practice Questions

Try all 30 first, then check the answer key at the back.

Want the other 390+ questions & full timed mock exams? Unlock at https://certs.theorypractice.app/framf

1. Quel est le mandat de l'EIOPA (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) ?

A. Superviser directement les assureurs de la zone euro
B. Développer des standards réglementaires pour le secteur assurance, surveiller les risques systémiques et favoriser la convergence des pratiques de supervision des assurances et fonds de pension dans l'UE
C. Garantir les contrats d'assurance-vie en cas de faillite
D. Fixer les primes d'assurance maximales autorisées

2. Quel est le rôle d'une contrepartie centrale (CCP) dans la compensation des dérivés ?

A. Elle est l'acheteur final de tous les dérivés du marché
B. Elle s'interpose entre acheteur et vendeur, devenant acheteur pour chaque vendeur et vendeur pour chaque acheteur (novation)
C. Elle fixe les prix de référence des dérivés OTC
D. Elle émet des dérivés standardisés pour le compte des entreprises

3. La directive AIFM régit :

A. Les OPCVM coordonnés destinés au grand public
B. Les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (FIA) tels que les fonds spéculatifs et les fonds immobiliers
C. Les banques de dépôt européennes
D. Les compagnies d'assurance

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

4. Qu'est-ce que l'EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) ?

A. Le taux directeur de la BCE pour les opérations de refinancement
B. Le taux d'intérêt auquel les banques françaises se prêtent entre elles
C. Le taux de référence du marché interbancaire européen en euros, calculé quotidiennement pour des maturités de 1 semaine à 12 mois à partir des contributions d'un panel de banques
D. L'indice des obligations d'État de la zone euro

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start

Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

5. La directive DDA (Distribution d'Assurances) est l'équivalent pour le secteur de l'assurance de :

A. La directive AIFM pour la gestion alternative
B. La directive Solvabilité II pour la solvabilité des assureurs
C. La directive UCITS V pour les fonds OPCVM
D. La directive MiFID II pour les produits et services d'investissement

6. Les actifs réels (real assets) dans un portefeuille d'investissement comprennent notamment :

A. Les liquidités en euros et en devises étrangères
B. Les obligations d'Etat a long terme
C. Les actions de sociétés financières cotées
D. L'immobilier, les infrastructures, les matières premières, les forêts et les terres agricoles

Want the other 390+ questions & full timed mock exams? Unlock at https://certs.theorypractice.app/framf

7. La directive OPCVM V (UCITS V) a renforcé notamment :

A. Les règles d'investissement des OPCVM en actions non cotées
B. Le régime de responsabilité du dépositaire et les règles de rémunération des gérants
C. Les exigences de fonds propres des sociétés de gestion
D. Les règles de commercialisation des OPCVM auprès des particuliers

8. L'appel de marge dans le cadre d'un contrat à terme ferme est :

A. Un intérêt payé sur l'emprunt de titres
B. Un versement supplémentaire exigé lorsque les pertes latentes dépassent un seuil, pour reconstituer le dépôt de garantie
C. La commission prélevée par le courtier à chaque transaction
D. Le dividende versé aux détenteurs de futures

9. Une obligation zero coupon est caractérisée par :

A. L'absence de versement d'intérets périodiques, émise avec une décote et remboursée a la valeur nominale a l'échéance
B. Le versement d'un coupon annuel fixe pendant toute sa durée de vie
C. Un coupon indexé sur l'inflation
D. Un remboursement anticipé possible a tout moment

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

10. Dans le cadre de la gestion des risques, le ratio de levier d'un fonds alternatif mesure :

A. La performance annualisée du fonds
B. Le pourcentage d'actifs investis en actions
C. L'exposition du fonds par rapport à sa valeur nette d'inventaire, tenant compte des produits dérivés
D. La durée de détention moyenne des titres en portefeuille

11. Quel est le Règlement général de l'AMF (RGAMF) ?

A. Un texte réglementaire homologué par arrêté ministériel qui détaille les obligations des acteurs des marchés financiers
B. Une directive européenne directement applicable
C. Un code de conduite facultatif
D. Un règlement adopté par le Parlement européen

12. Quelle est la notation minimale pour qu'une obligation soit qualifiée 'investment grade' par les grandes agences de notation ?

A. AA- (S&P) / Aa3 (Moody's)
B. BBB- (S&P) / Baa3 (Moody's)
C. BB+ (S&P) / Ba1 (Moody's)
D. A- (S&P) / A3 (Moody's)

Want the other 390+ questions & full timed mock exams? Unlock at https://certs.theorypractice.app/framf

13. Le Produit Intérieur Brut (PIB) d'un pays mesure :

A. La valeur totale des exportations d'un pays
B. La valeur totale du patrimoine des ménages d'un pays
C. Le niveau moyen des salaires dans un pays
D. La valeur totale des biens et services produits dans un pays sur une période donnée

14. L'actionnaire d'une société cotée bénéficie notamment du droit :

A. De fixer le dividende versé
B. D'obtenir le remboursement de son investissement à tout moment à valeur nominale
C. D'assister et de voter en assemblée générale ainsi que de recevoir des dividendes si la société en distribue
D. De nommer directement les membres du directoire

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

15. Un ordre 'au marché' (anciennement 'à tout prix') se caractérise par :

A. Une exécution prioritaire au meilleur prix disponible, sans limite de cours
B. Un cours limite précis défini par l'investisseur
C. Une exécution uniquement à l'ouverture
D. Une validité d'un mois

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

16. La déclaration de soupçon à TRACFIN doit être effectuée :

A. Uniquement après condamnation pénale du client
B. Dès que l'organisme soupçonne que les fonds sont liés à une infraction, avant même certitude
C. Seulement pour des transactions supérieures à 10 000 €
D. Après accord préalable de l'AMF

17. Le règlement-livraison des titres sur les marchés européens s'effectue généralement :

A. Le jour même (J)
B. Deux jours ouvrés après la négociation (J+2)
C. Cinq jours ouvrés après la négociation (J+5)
D. Le mois suivant la négociation

18. En matière de lutte contre la corruption, la loi Sapin II impose aux grandes entreprises de :

A. Publier leurs déclarations d'intérêts auprès de l'AMF
B. Mettre en place un programme de conformité anticorruption incluant notamment une cartographie des risques et un code de conduite
C. Obtenir un agrément spécifique de l'AFA
D. Nommer un commissaire aux comptes spécialisé en anticorruption

Want the other 390+ questions & full timed mock exams? Unlock at https://certs.theorypractice.app/framf

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

19. Le rapport de gestion remis annuellement aux clients bénéficiant d'une gestion sous mandat doit notamment contenir :

A. Le détail des opérations réalisées, la performance du portefeuille comparée au benchmark, la composition du portefeuille en fin de période et les frais prélevés
B. Uniquement la valeur du portefeuille en fin d'année
C. La prévision de performance pour l'année suivante
D. Le bilan annuel de la société de gestion

20. Quelle est la mission principale de l'AMF ?

A. Fixer les taux d'intérêt directeurs
B. Superviser les établissements bancaires
C. Protéger l'épargne investie en instruments financiers et assurer le bon fonctionnement des marchés
D. Émettre la monnaie nationale

21. Qu'est-ce qu'une Personne Exposée Politiquement (PEP) dans le cadre LCB-FT ?

A. Tout client avec un patrimoine supérieur à 1 million d'euros
B. Un client dont le pays d'origine est sur liste noire GAFI
C. Un journaliste ou militant politique
D. Une personne exerçant ou ayant exercé une fonction publique importante (chef d'État, ministre, dirigeant d'entreprise publique...)

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

22. L'activité d'agent lié (Tied Agent) dans le cadre de MiFID II désigne :

A. Un salarié de banque vendant uniquement des produits maison
B. Un gérant de fonds agissant pour le compte d'un fonds souverain
C. Une personne physique ou morale qui exerce des activités de RTO ou de conseil en investissement pour le compte d'un seul PSI sous l'entière responsabilité de ce PSI
D. Un conseiller en gestion de patrimoine indépendant

23. Le règlement MiCA (Markets in Crypto-Assets) classe les cryptoactifs en quelles catégories principales ?

A. Jetons de monnaie électronique (EMT), jetons référencés à des actifs (ART) et autres cryptoactifs (y compris les utility tokens)
B. Bitcoin, Ethereum et altcoins
C. Cryptoactifs réglementés, non réglementés et interdits
D. Stablecoins décentralisés, centralisés et algorithmiques

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

24. Dans le cadre des OPCVM (UCITS), quelle est la règle de diversification '5/10/40' ?

A. 5% maximum par émetteur, 10% par secteur, 40% en actions
B. Maximum 10% par émetteur (limite individuelle) avec une limite cumulée à 40% pour les positions dépassant 5%
C. 5% en liquidités, 10% en obligations, 40% en actions maximum
D. Au moins 5% en chaque classe d'actifs, 10% max en dérivés, 40% en obligations

Want the other 390+ questions & full timed mock exams? Unlock at https://certs.theorypractice.app/framf

25. Le devoir fiduciaire dans la gestion d'actifs impose au gérant de :

A. Agir exclusivement dans l'intéret des clients dont il gère les actifs, en mettant leur intéret avant le sien et celui de la société de gestion
B. Maximiser la performance brute quelles qu'en soient les conséquences pour les clients
C. Investir uniquement dans des actifs conformes aux convictions personnelles du gérant
D. Distribuer un dividende minimum garanti chaque année

26. L'obligation d'agir de manière honnête, loyale et professionnelle dans l'intérêt des clients est :

A. Un principe facultatif pour les PSI
B. Applicable uniquement aux clients institutionnels
C. Imposée uniquement par le Code de déontologie interne de chaque établissement
D. Un principe fondamental imposé par MiFID II à tous les PSI dans la fourniture de services d'investissement

27. La transformation bancaire représente :

A. Le pourcentage de prêts accordés aux PME par rapport aux grandes entreprises
B. La différence entre le taux débiteur et le taux créditeur
C. Le nombre de fois ou un crédit est refinancé sur le marché interbancaire
D. L'écart entre la maturité moyenne des emplois (prêts longs) et celle des ressources (dépôts courts), source de risque de liquidité

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

28. Les rachats d'actions propres (buybacks) par une société cotée doivent respecter des conditions pour ne pas constituer une manipulation de cours, notamment :

A. Etre réalisés en dehors des heures d'ouverture du marché
B. Etre annoncés publiquement 30 jours à l'avance
C. Respecter des critères de volume, de prix et de durée définis dans le règlement délégué MAR et les pratiques de marché admises
D. Etre réalisés uniquement via un internalisateur systématique

29. Le rendement d'une obligation (yield to maturity) augmente quand :

A. Le cours de l'obligation augmente
B. Le coupon de l'obligation augmente
C. La notation de crédit de l'émetteur est relevée
D. Le cours de l'obligation baisse

30. L'effet de dilution lors d'une augmentation de capital sans maintien du droit préférentiel de souscription (DPS) impacte les actionnaires existants car :

A. Leur pourcentage de détention augmente automatiquement
B. Leur pourcentage de participation dans le capital et la valeur de leur actif net par action diminuent si le prix d'émission est inférieur a l'actif net par action
C. La valeur de leurs actions augmente toujours après une augmentation de capital
D. Leurs dividendes sont automatiquement réduits proportionnellement

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

Answer Key & Explanations

You just practised 30 of 420. Unlock every question + timed mocks at https://certs.theorypractice.app/framf

1. B — Développer des standards réglementaires pour le secteur assurance, surveiller les risques systémiques et favoriser la convergence des pratiques de supervision des assurances et fonds de pension dans l'UE
L'EIOPA (European Insurance and Occupational Pensions Authority) est l'autorité de surveillance des assurances et pensions européenne. Elle développe les standards techniques pour Solvabilité II, surveille le risque systémique dans le secteur et favorise la convergence supervisory entre les autorités nationales (ACPR en France).

2. B — Elle s'interpose entre acheteur et vendeur, devenant acheteur pour chaque vendeur et vendeur pour chaque acheteur (novation)
La CCP (Central Counterparty) s'interpose par novation : elle devient la contrepartie de chaque participant. Ainsi, si l'une des parties fait défaut, la CCP assure la continuité des engagements. Elle réduit le risque de contrepartie systémique.

3. B — Les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (FIA) tels que les fonds spéculatifs et les fonds immobiliers
La directive 2011/61/UE (AIFM) encadre les gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs (FIA), c'est-à-dire tous les fonds qui ne sont pas des OPCVM coordonnés (UCITS) : hedge funds, fonds immobiliers, fonds de private equity, etc.

4. C — Le taux de référence du marché interbancaire européen en euros, calculé quotidiennement pour des maturités de 1 semaine à 12 mois à partir des contributions d'un panel de banques
L'EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) est le taux de référence du marché monétaire en euros. Il est calculé quotidiennement pour des échéances allant de 1 semaine à 12 mois à partir des contributions de banques du panel européen. Il sert de référence pour des centaines de milliards de contrats financiers (prêts à taux variable, dérivés).

5. D — La directive MiFID II pour les produits et services d'investissement
La directive sur la Distribution d'Assurances (DDA - 2016/97/UE) régule la vente de produits d'assurance (dont les produits d'investissement fondés sur l'assurance comme l'assurance-vie). Elle est l'équivalent sectoriel de MiFID II, avec des exigences similaires en termes de conseil, de transparence et de gouvernance produits.

6. D — L'immobilier, les infrastructures, les matières premières, les forêts et les terres agricoles
Les actifs réels (ou actifs tangibles) sont des investissements dans des actifs physiques : immobilier direct, infrastructures, matières premières, ressources naturelles (forêts, terres agricoles). Ils offrent généralement une protection contre l'inflation et une décorrélation par rapport aux actifs financiers traditionnels.

7. B — Le régime de responsabilité du dépositaire et les règles de rémunération des gérants
La directive UCITS V a renforcé le régime applicable aux dépositaires (obligation de restitution des actifs en cas de perte) et introduit des règles sur la politique de rémunération des gérants (encadrement des bonus).

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start

Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

8. B — Un versement supplémentaire exigé lorsque les pertes latentes dépassent un seuil, pour reconstituer le dépôt de garantie
Le dépôt de garantie (initial margin) est constitué lors de l'ouverture d'une position sur futures. Les gains et pertes sont calculés quotidiennement (marking-to-market). En cas de perte, un appel de marge (variation margin) est émis pour reconstituer le niveau minimum requis.

9. A — L'absence de versement d'intérets périodiques, émise avec une décote et remboursée a la valeur nominale a l'échéance
Une obligation zéro coupon ne verse pas de coupons périodiques. Elle est émise a un prix inférieur a sa valeur nominale (décote) et remboursée a la valeur nominale a l'échéance. La différence entre le prix d'émission et la valeur nominale représente la rémunération de l'investisseur.

10. C — L'exposition du fonds par rapport à sa valeur nette d'inventaire, tenant compte des produits dérivés
Le ratio de levier mesure le niveau d'exposition global du fonds par rapport à sa VNI, en incluant les positions sur dérivés via leurs équivalents delta. La directive AIFM impose aux gestionnaires de définir et respecter des limites de levier.

11. A — Un texte réglementaire homologué par arrêté ministériel qui détaille les obligations des acteurs des marchés financiers
Le RGAMF est homologué par arrêté du ministre chargé de l'économie. Il précise les obligations des PSI, sociétés de gestion et autres acteurs de marché dans le cadre défini par le CMF.

12. B — BBB- (S&P) / Baa3 (Moody's)
La frontière entre investment grade et haut rendement (high yield / junk) se situe à BBB- chez S&P et Fitch, et Baa3 chez Moody's. En dessous de ces seuils, les obligations sont classées spéculatives (high yield), avec un risque de défaut significativement plus élevé.

13. D — La valeur totale des biens et services produits dans un pays sur une période donnée
Le PIB mesure la valeur ajoutée totale créée par l'ensemble des agents économiques résidant dans un pays sur une période donnée. Sa croissance est un indicateur clé pour les investisseurs en actions.

14. C — D'assister et de voter en assemblée générale ainsi que de recevoir des dividendes si la société en distribue
L'actionnaire dispose de droits politiques (participation et vote en AG, information) et de droits économiques (dividendes si distribution décidée par l'AG, droit sur le boni de liquidation). Il ne peut pas imposer le remboursement de ses actions.

15. A — Une exécution prioritaire au meilleur prix disponible, sans limite de cours
L'ordre au marché est prioritaire sur les ordres à cours limité. Il est exécuté au meilleur prix disponible lors de sa présentation. Son avantage est la certitude d'exécution, mais le prix final peut être différent du dernier cours connu.

16. B — Dès que l'organisme soupçonne que les fonds sont liés à une infraction, avant même certitude
La déclaration de soupçon (DS) doit être faite dès que l'organisme financier soupçonne l'opération d'être liée au blanchiment ou au financement du terrorisme, sans attendre la certitude et sans prévenir le client (obligation de confidentialité).

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

17. B — Deux jours ouvrés après la négociation (J+2)
Le règlement-livraison standard sur les marchés européens est à J+2 (deux jours ouvrés après la transaction), conformément au Règlement CSDR (Central Securities Depositories Regulation). Euroclear France est le dépositaire central français.

18. B — Mettre en place un programme de conformité anticorruption incluant notamment une cartographie des risques et un code de conduite
La loi Sapin II (2016) impose aux entreprises de plus de 500 salariés et 100M€ de CA de mettre en place 8 mesures de conformité : code de conduite, dispositif d'alerte interne, cartographie des risques, procédures d'évaluation des tiers, procédures de contrôle comptable, formation, régime disciplinaire, contrôle et évaluation.

19. A — Le détail des opérations réalisées, la performance du portefeuille comparée au benchmark, la composition du portefeuille en fin de période et les frais prélevés
Selon MiFID II, le rapport de gestion (rapport périodique pour les clients de gestion de portefeuille) doit inclure : composition détaillée du portefeuille, performance absolue et relative (vs benchmark), opérations réalisées, frais prélevés, et pour les clients de détail une comparaison avec l'année précédente.

20. C — Protéger l'épargne investie en instruments financiers et assurer le bon fonctionnement des marchés
L'AMF a pour mission de veiller à la protection de l'épargne investie en instruments financiers, à l'information des investisseurs et au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers.

21. D — Une personne exerçant ou ayant exercé une fonction publique importante (chef d'État, ministre, dirigeant d'entreprise publique...)
Les PEP (Personnes Exposées Politiquement) sont des personnes qui exercent ou ont exercé d'importantes fonctions publiques, ainsi que leurs proches et associés. Elles sont soumises à une vigilance renforcée en raison du risque de corruption.

22. C — Une personne physique ou morale qui exerce des activités de RTO ou de conseil en investissement pour le compte d'un seul PSI sous l'entière responsabilité de ce PSI
L'agent lié (art. L545-1 CMF) est habilité par un seul PSI mandant, sous l'entière et inconditionnelle responsabilité duquel il agit. Il peut réaliser certains services d'investissement mais ne peut agir que pour le compte de ce PSI. Il doit etre enregistré sur le registre de l'ORIAS.

23. A — Jetons de monnaie électronique (EMT), jetons référencés à des actifs (ART) et autres cryptoactifs (y compris les utility tokens)
MiCA (entré en vigueur en 2024) crée trois catégories : (1) Jetons de monnaie électronique (EMT - stablecoins adossés à une monnaie fiat), (2) Jetons référencés à des actifs (ART - stablecoins multi-actifs), (3) Autres cryptoactifs (utility tokens, etc. hors NFT et DeFi).

24. B — Maximum 10% par émetteur (limite individuelle) avec une limite cumulée à 40% pour les positions dépassant 5%
La règle UCITS 5/10/40 limite la concentration : un OPCVM ne peut détenir plus de 5% de ses actifs en titres d'un même émetteur (relevable à 10%), mais la somme des positions dépassant 5% ne peut excéder 40% du total. Cette règle assure la diversification du portefeuille.

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

25. A — Agir exclusivement dans l'intéret des clients dont il gère les actifs, en mettant leur intéret avant le sien et celui de la société de gestion
Le devoir fiduciaire (fidiciary duty) est l'obligation légale et éthique du gérant d'agir dans le seul intéret de ses clients. Il implique la loyauté (pas de conflit d'intérets non géré), la prudence (diligence dans la gestion) et la primauté de l'intéret du client sur celui du gérant.

26. D — Un principe fondamental imposé par MiFID II à tous les PSI dans la fourniture de services d'investissement
L'obligation d'agir de manière honnête, équitable et professionnelle dans le meilleur intérêt des clients (art. 24 MiFID II) est un principe fondamental et impératif pour tous les PSI, primant sur leurs intérêts commerciaux.

27. D — L'écart entre la maturité moyenne des emplois (prêts longs) et celle des ressources (dépôts courts), source de risque de liquidité
La transformation bancaire consiste a financer des emplois a long terme (prêts immobiliers) avec des ressources a court terme (dépôts a vue). Cet écart de maturité expose la banque au risque de liquidité (si les déposants retirent leurs fonds) et au risque de taux (si les taux courts montent).

28. C — Respecter des critères de volume, de prix et de durée définis dans le règlement délégué MAR et les pratiques de marché admises
Le règlement délégué 2016/1052 (application du MAR) définit des conditions sécurisantes pour les rachats d'actions : volume maximum journalier (25% du volume moyen), prix maximum (pas supérieur au dernier cours indépendant), interdiction en périodes de fenêtres négatives, reporting.

29. D — Le cours de l'obligation baisse
Il existe une relation inverse entre le cours d'une obligation et son rendement (yield to maturity). Quand les taux d'intérêt du marché augmentent, les cours des obligations existantes baissent pour offrir un rendement compétitif, et vice versa.

30. B — Leur pourcentage de participation dans le capital et la valeur de leur actif net par action diminuent si le prix d'émission est inférieur a l'actif net par action
La suppression du DPS prive les actionnaires existants de la possibilité de souscrire en priorité aux nouvelles actions. Si l'augmentation est réalisée a un prix inférieur a l'actif net par action, les actionnaires subissent une dilution économique et une dilution du pourcentage de participation.

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start
Unofficial study material · not affiliated with any certifying body

Ready to pass?

Unlock the full Certification AMF QCM 2026 bank, every explanation, and unlimited timed mock exams.

Scan to start practising
https://certs.theorypractice.app/framf

Also on iOS & Android — search your exam name on the App Store or Google Play

Unlock all 420 questions + timed mock exams
→ **https://certs.theorypractice.app/framf**
$2.99/week or $6.99/month · cancel anytime · scan to start

Unofficial study material · not affiliated with any certifying body